HAL open science

Introduction - Le moment Covid-19 : vers une accélération des redéfinitions en Eurasie ?

Anne de Tinguy

▶ **To cite this version:**

Anne de Tinguy. Introduction - Le moment Covid-19 : vers une accélération des redéfinitions en Eurasie ?. Les Études du CERI, 2021, 254-255, pp.4 - 15. 10.25647/etudesduceri.254-255.01 . hal-03384801

HAL Id: hal-03384801

https://hal.science/hal-03384801

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le moment Covid-19[1] : vers une accélération des redéfinitions en Eurasie ?

Anne de Tinguy

Le 23 mars 2020, Antonio Guterres appelait à « un cessez-le-feu immédiat partout dans le monde », pour faire face à « la furie » de la Covid-19. Dans l'espace postsoviétique, la requête du secrétaire général des Nations unies n'a guère été entendue. La pandémie a favorisé plus qu'elle n'a arrêté la brutalité, qui a été sanitaire mais aussi interétatique, politique et environnementale. Frappée par cette violence, l'Eurasie a aussi été traversée par de spectaculaires mouvements contestataires. Ces phénomènes s'inscrivent dans un processus de sortie du postsoviétisme que la Covid-19 pourrait avoir accéléré[2].

Un moment de grande violence

A des degrés divers, les Etats de l'Eurasie, dont les systèmes de santé sont, sauf exception, peu développés[3], ont tous été sévèrement affectés par la pandémie. Début 2021, la Russie est le quatrième pays du monde le plus touché en terme de contamination (3,3 millions de personnes infectées). L'Ukraine est, après la Russie, le pays de la région qui enregistre les nombres de cas recensés (1,1 million) et de décès (20 600) les plus importants. L'Arménie (162 000 cas), la Moldavie (149 000 cas) et la Géorgie (239 000 cas) sont les plus affectés par rapport à l'importance de leur population. Après une première vague qui dans la plupart de ces pays est restée modérée, tous en connaissent une deuxième depuis l'automne 2020 qui est plus forte, voire beaucoup plus forte : la Russie a connu un pic de 29 500 cas le 24 décembre, l'Ukraine de 16 600 le 28 novembre, la Géorgie de 5 400 le 5 décembre, l'Arménie de 2 470 le 7 novembre, la Moldavie de 1 760 le 9 décembre, l'Azerbaidjan de 4 400 le 13 décembre, le Bélarus de 1 970 le 12 décembre[4]. Et dans plusieurs de ces Etats, les données officielles semblent en deçà de la réalité : en Russie, les chiffres concernant la surmortalité comparée de janvier à novembre 2019 et 2020, publiés en décembre, font apparaître un bilan quatre fois plus important (185 000 décès) que celui transmis aux

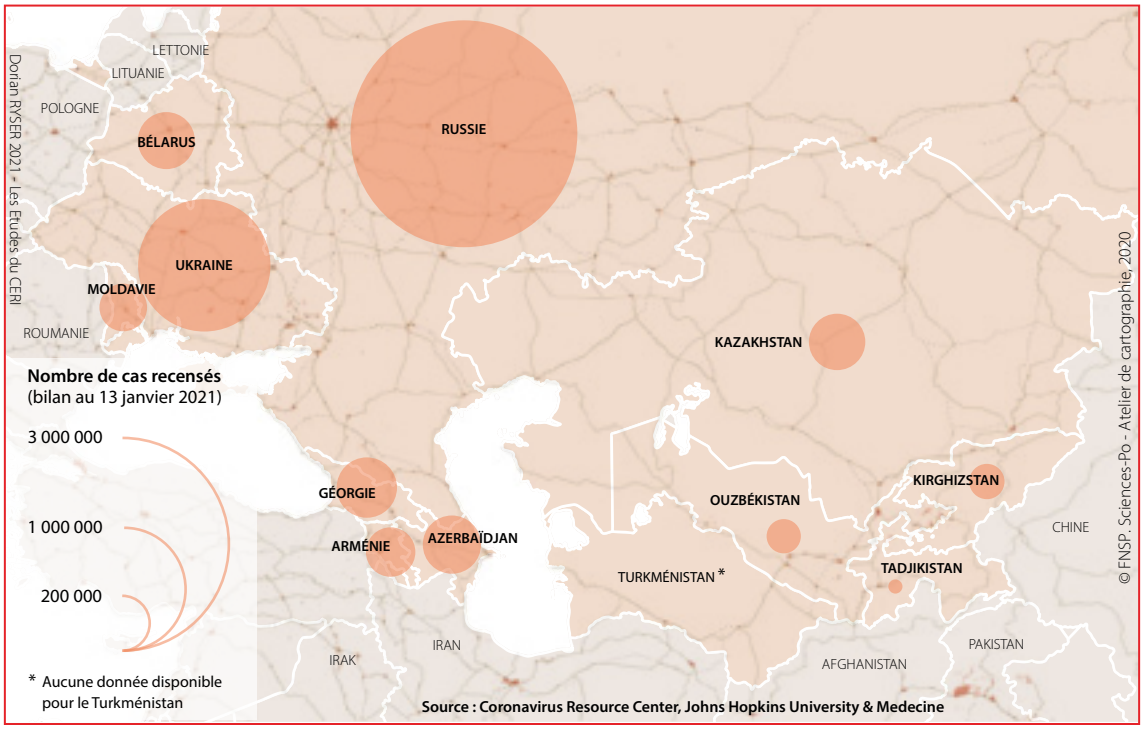
[1] Expression de Karoline Postel-Vinay dans « Les récits de l'incertitude planétaire : discordance ou pluralisme ? », *in* Marc Lazar, Guillaume Plantin, Xavier Ragot (dir.), *Le monde d'aujourd'hui. Les sciences sociales au temps de la Covid*, Presses de Sciences Po, 2020.

[2] Sur la sortie du postsoviétisme, voir Anne de Tinguy, « Le postsoviétisme à nouveau contesté », *in* A. de Tinguy, *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019, **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**

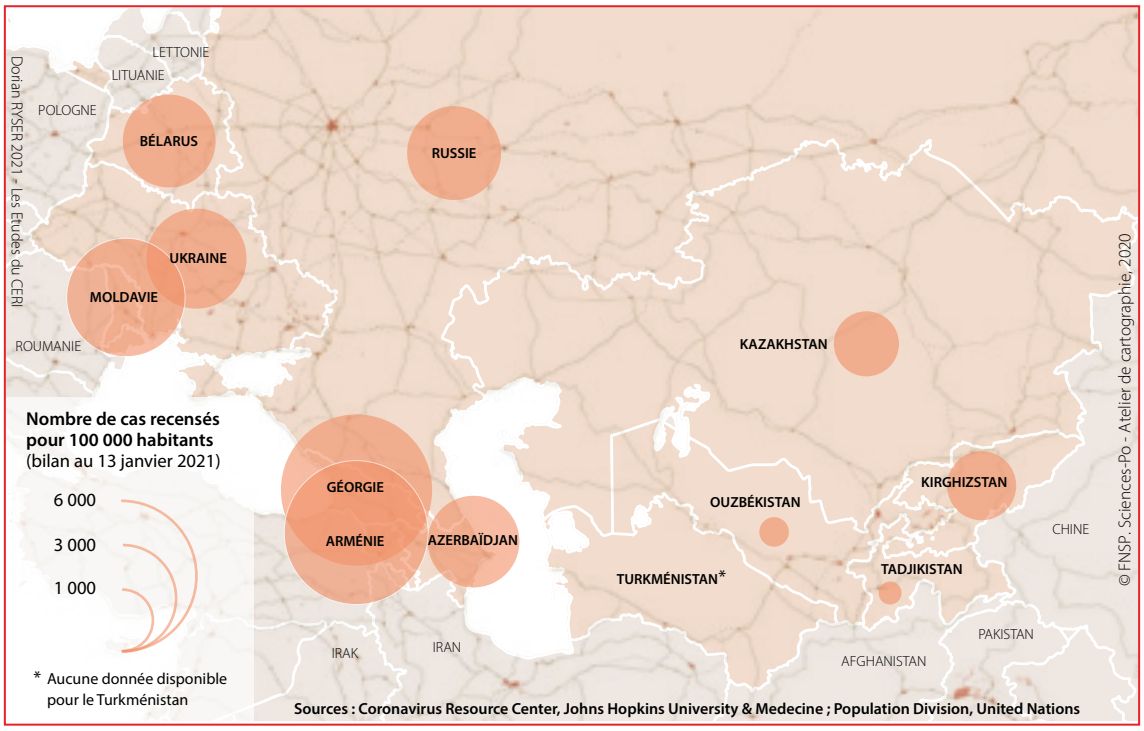
[3] Voir Sophie Hohmann, « Le bilan mitigé des réformes des systèmes de santé dans les pays sud-eurasiens », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018*, *op. cit*.

[4] Données publiées par l'Université Johns Hopkins, dernière consultation en date le 10 janvier 2021 ; voir aussi UNFPA (Fonds des Nations unies pour la population), 11 novembre 2020.

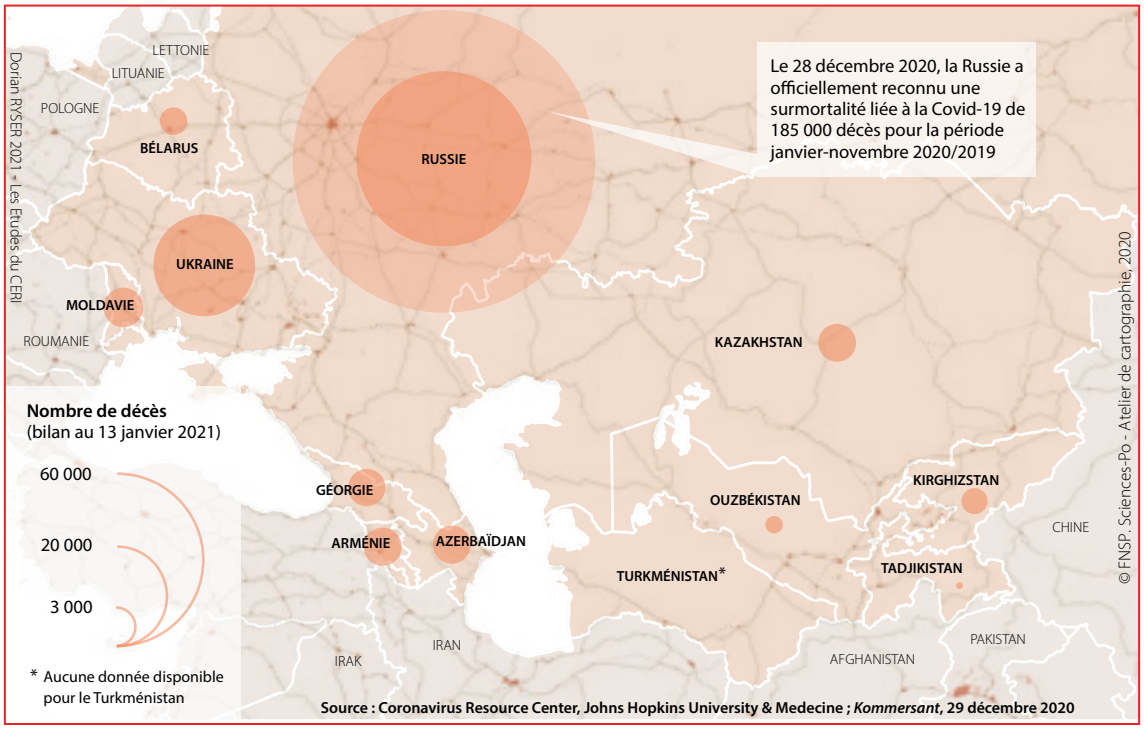
Carte 1
Nombre de cas de Covid-19 recensés en 2020 en Eurasie



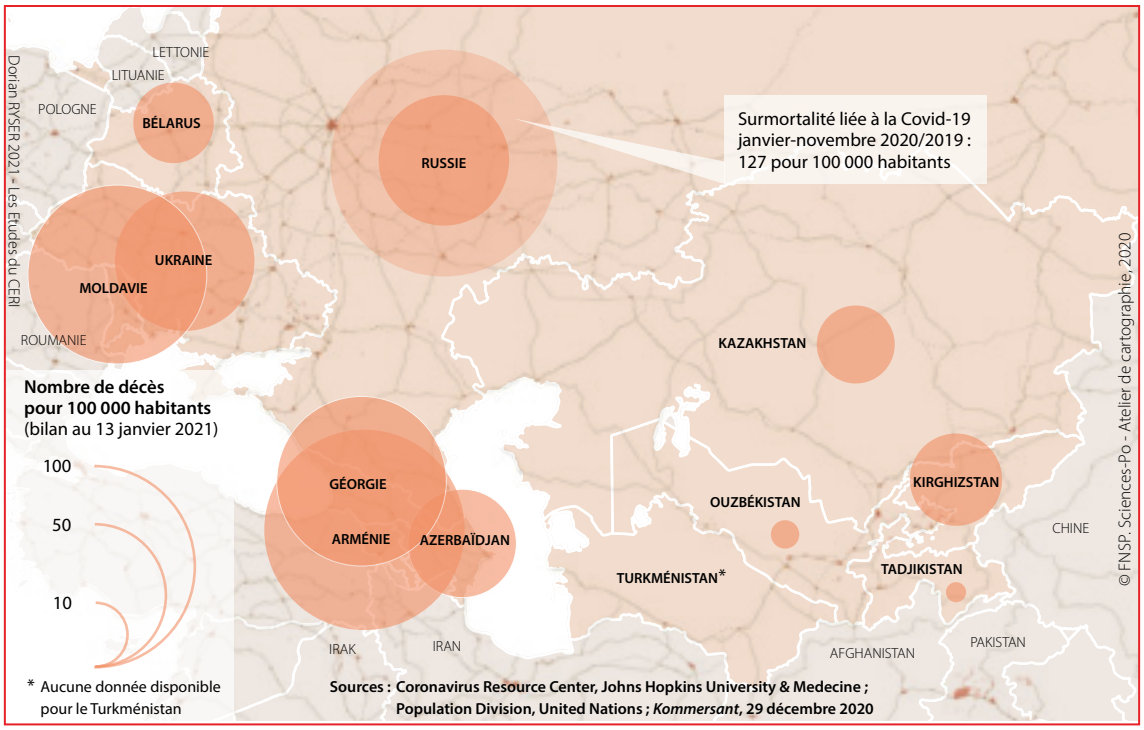
Carte 2
Nombre de cas de Covid-19 pour 100 000 habitants recensés en 2020 en Eurasie



Carte 3
Nombre de décès dus à la Covid-19 en Eurasie en 2020



Carte 4
Nombre de décès dus à la Covid-19 pour 100 000 habitants en 2020 en Eurasie



organismes internationaux (43 000 au 6 décembre)[5]. Dans d'autres Etats, les cas de « pneumonies » et d'infections respiratoires sont en forte augmentation : ainsi au Kazakhstan et au Turkménistan, où la Covid n'est officiellement pas présente. A l'exception du Bélarus, du Turkménistan et un temps du Tadjikistan qui sont restés dans le déni, les Etats de l'Eurasie ont tous mis en place des mesures restrictives, mais en menant des politiques qui en ont limité la portée. En Russie, leur efficacité a été freinée par la faiblesse du soutien économique mis en place et par une gestion décentralisée à laquelle les régions n'étaient pour la plupart pas préparées[6]. En Ukraine, elle l'a été entre autre par le retour des nombreux nationaux qui travaillent en Europe.

La pandémie n'a ni empêché les conflits ni favorisé le règlement de ceux qui étaient en cours. Le 27 septembre, la tension au Haut-Karabakh, territoire dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan se disputent la souveraineté depuis des générations, a dégénéré pour la troisième fois depuis l'effondrement de l'URSS en une guerre meurtrière. Animés par une volonté de revanche soigneusement entretenue par le pouvoir depuis la défaite subie en 1994, et forts de la supériorité militaire de leur pays acquise ces dernières années grâce à une active modernisation de leurs forces armées, les Azerbaïdjanais ont tiré les conséquences de l'impossibilité d'obtenir des résultats par la voie diplomatique. Cette troisième guerre, qui a fait de part et d'autre des milliers de victimes, s'est achevée dans la nuit du 9 au 10 novembre par un accord de cessez-le-feu, conclu comme en 1994 sous l'égide de Moscou, qui prévoit une cessation des hostilités sur les positions occupées par les forces armées. L'Azerbaïdjan récupère une grande partie des territoires perdus en 1994 au bénéfice de l'Arménie, qui essuie vingt-six ans plus tard une terrible défaite.

L'Asie centrale est elle aussi secouée, dans une moindre mesure, par des litiges qui sont frontaliers. Le 31 mai, dans la vallée de Ferghana, où les conflits restent récurrents en dépit d'accords récents entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, un différend sur l'accès à une source d'eau a tourné, à la frontière entre ces deux pays, en affrontements qui ont fait plusieurs dizaines de blessés[7]. Quelques jours auparavant, d'autres incidents avaient eu lieu à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizstan.

Parmi les autres conflits non résolus de l'espace postsoviétique, celui du Donbass, qui pèse lourdement sur les relations internationales en Eurasie et en Europe, est celui qui avait suscité les espoirs de règlement les plus forts : le président ukrainien Zelensky avait en effet été élu en avril 2019 sur une promesse de retour à la paix. Ces espoirs ne se sont pas concrétisés. Les négociations en format Normandie (Ukraine, Russie, France, Allemagne), relancées à Paris le 9 décembre 2019, ont débouché en avril sur un troisième échange de prisonniers et en juillet sur un accord de cessez-le-feu qui, en dépit de multiples violations, a permis de faire baisser le niveau de violence. Mais les positions russes et ukrainiennes

[5] *Kommersant*, 29 décembre 2020, **https://www.kommersant.ru/doc/4637002** ; et interview d'Alexeï Rakcha dans *Nastoiachtchee Vremia*, 8 juillet 2020 (en russe), **https://www.currenttime.tv/a/uvolili-rakshu/30713688.html**.

[6] Jolanta Darczewska, « Coronavirus test for military organization in Russia », *OSW Commentary*, n° 351, 16 septembre 2020.

[7] *Novastan*, 1er juin 2020.

demeurant irréconciliables, le conflit reste entier. En mars, la création d'un « conseil consultatif » au sein duquel siégeraient les dirigeants des deux Républiques séparatistes, ainsi reconnus pour la première fois comme des interlocuteurs légitimes, a suscité en Ukraine de si fortes oppositions que le projet a de fait été abandonné par Kiev[8]. La Russie ne manifestant aucune intention d'infléchir sa politique, et la marge de manœuvre dont dispose Volodymyr Zelensky étant affaiblie par la chute de sa popularité et par le fait que les priorités des Ukrainiens sont aujourd'hui économiques, fin 2020, les perspectives de sortie de crise paraissaient faibles[9].

L'année a en outre été marquée, en particulier en Russie et au Bélarus, par de nouvelles flambées de violence politique. En Russie, l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, opposant de premier plan qui est depuis des années le moteur de l'opposition antisystème, le contrôle croissant du champ politique et la répression, l'immolation par le feu de la journaliste Irina Slavina, l'aide économique limitée apportée à la population pour faire face à la Covid-19 alors que Moscou dispose du Fonds national de bien-être qui lui aurait permis d'être généreux et ce faisant de limiter le nombre de morts, sont l'expression de ce que le politiste Andrei Kolesnikov désigne comme une « guerre entre l'Etat et la société civile »[10].

L'empoisonnement le 20 août d'Alexeï Navalny, qui vient après d'autres assassinats ou tentatives d'assassinat d'opposants politiques (Boris Nemtsov à Moscou en 2015) et d'anciens membres des services de sécurité (Alexandre Litvinenko en 2006 et Sergueï Skripal en 2018 en Grande Bretagne), « s'inscrit, souligne Clémentine Fauconnier dans ce volume, dans la continuité d'un harcèlement quasi constant » des opposants au régime de Vladimir Poutine. L'utilisation du novitchok, puissant agent innervant conçu à des fins militaires, renvoie en effet à l'Etat russe dont l'implication a été confirmée le 14 décembre par l'enquête menée par le site d'investigation Bellingcat et *The Insider*, en coopération avec *Der Spiegel* et CNN.

Cette tragédie s'est produite dans un contexte de réforme constitutionnelle qui modifie en profondeur la loi fondamentale de 1993. Son ampleur, la rapidité de son adoption (annoncée en janvier 2020, elle a été entérinée le 1er juillet par un « vote populaire »), la levée du confinement avant cette consultation à un moment où l'épidémie continuait d'être forte dans le pays, suggèrent, estime Sergeï Guriev dans les pages qui suivent, que la priorité n'était pas alors pour le pouvoir la gestion de la Covid-19, mais cette réforme qui permettra à Vladimir Poutine de se représenter en 2024, à la fin de son actuel mandat, et de renforcer les pouvoirs présidentiels.

[8] Leonid Litra, Alyona Getmanchuk, « One year of Zelensky's presidency. One step forward, one step back », *Russie.Nei.Reports*, n° 33, Ifri, octobre 2020, p. 10, **https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/russieneireports/one-year-zelenskys-presidency-one-step-forward-one** ; Konstantin Skorkin, « Russia and Ukraine in the age of coronavirus », Carnegie Moscow Center, 8 juillet 2020, **https://carnegie.ru/2020/07/08/russia-and-ukraine-in-age-of-coronavirus-pub-81899**.

[9] Enquête menée en octobre 2020 par l'Institut international de sociologie de Kiev, « Socio-political moods of the population of Ukraine : October 2020 », novembre 2020, **https://www.kiis.com.ua/materials/pr/20201011_soc-politic/polit_orient_oct%202020.pdf**.

[10] Andrei Kolesnikov « Russia's permanent revolution of dignity », Carnegie Moscow Center, 31 juillet 2020.

Au Bélarus, où le président Loukachenko a mis en place un régime autoritaire et répressif, la violence domine une fois de plus la vie politique. Au printemps, avant les élections présidentielles du 9 août auxquelles il se présentait pour la sixième fois, il a fait arrêter ses principaux opposants ou invalider leur candidature. Le 9 août, il était réélu avec 80 % des voix. Un résultat immédiatement contesté par l'opposition conduite par Svetlana Tikhanovskaia, puis par l'OSCE qui a dénoncé des élections « ni transparentes ni libres ni justes » et « les violations massives et systématiques des droits de l'homme » commises par les forces de sécurité en réponse à des manifestations pacifiques[11]. Le pouvoir a réagi à ces contestations par une répression qui a fait plusieurs morts et de nombreux blessés, il a refusé tout dialogue avec les contestataires qui ne sont selon lui que des « marionnettes » à la solde de l'étranger, licencié les grévistes et tenté de bloquer toute parole qui n'était pas celle des médias officiels[12].

A ces violences sanitaires et politiques s'en ajoutent d'autres, environnementales, en particulier en Asie centrale et en Russie. En mai 2020, des événements météorologiques extrêmes ont provoqué inondations et coulées de boue qui ont ravagé plusieurs villages au Tadjikistan. Le même mois, à Sardoba en Ouzbékistan, la rupture d'un barrage après de violents orages a entraîné de fortes inondations, quatre décès et l'évacuation de plus de 100 000 personnes. L'Arctique russe est lui aussi confronté à des phénomènes climatiques, analysés dans ce volume par Marie-Hélène Mandrillon, qui se sont sérieusement aggravés depuis 2019. De juin à septembre, comme en 2019, des incendies d'une ampleur inédite ont ravagé des régions entières. Le 29 mai, l'aggravation de la fonte du pergélisol a provoqué à Norilsk la fuite de 20 000 tonnes de diesel qui ont gravement pollué deux rivières. Cette terrible « marée rouge » est un signal d'alarme : le pergélisol couvrant les deux tiers du territoire russe, l'affaissement du sol et les mouvements de terrain qui résultent de sa fonte risquent d'ébranler une grande partie des infrastructures construites dans l'Arctique russe[13].

Un moment de vitalité des sociétés civiles

Ces violences ont provoqué de vigoureuses réactions. Dans plusieurs des Etats de l'Eurasie, contestant des résultats électoraux ou des décisions prises par le pouvoir, ou affirmant par leur vote leur volonté de changement, les populations se sont montré déterminées à se faire entendre. Pour s'imposer, beaucoup ont eu recours à des manifestations de rue, une forme et un instrument de contestation qui, dans cette région, sont souvent plus efficaces que les actions parlementaires du fait de la faiblesse des institutions politiques.

[11] Rapport de l'OSCE (Office for Democratic Institutions and Human Rights) n°358/2020, 5 novembre 2020, **https://www.osce.org/files/f/documents/2/b/469539.pdf**.

[12] Anaïs Marin, « Statement on the situation of human rights in Belarus », Haut-Commissariat pour les droits de l'homme des Nations unies, 4 septembre 2020, **https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26212&LangID=F**.

[13] Cyrus Newlin, Heather Conley, « Climate change will reshape Russia », CSIS, 13 janvier 2021, **https://www.csis.org/analysis/climate-change-will-reshape-russia**.

Au Bélarus, les fraudes électorales d'août ont déclenché un mouvement de révolte comparable aux « révolutions de couleur » qui ont éclaté en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 puis en 2013-2014, au Kirghizstan en 2005 et en 2010, en Arménie en 2018, et aux contestations qui se sont développées en Russie en 2011-2012. A plusieurs reprises, les Bélarusses se sont déjà mobilisés, pour contester les résultats des élections présidentielles (en 2010) ou pour défendre leur patrimoine et leurs conditions de vie. Mais la rébellion qui a éclaté en août est d'une ampleur et d'une durée inédites. Spontanée et pacifique, attisée par l'insouciance du pouvoir face à la pandémie, par l'ampleur des mensonges véhiculés par les médias officiels mis en lumière par les réseaux sociaux et par la violence de la répression qui suscite dans le pays une vive indignation, elle s'est répandue sur tout le territoire et a duré des mois[14]. Comme en Arménie en 2018, elle n'a pas de dimension géopolitique ou anti-russe : les contestataires ne remettent en question ni l'alliance avec la Russie, ni l'adhésion à l'UEE et à l'OTSC. Ce qu'ils réclament, c'est le respect de leur vote, des élections libres, la libération des prisonniers politiques et la fin de la répression. Leur volonté de renouveau est symbolisée par Svetlana Tikhanovskaia dont l'ambition n'est pas de prendre le pouvoir, mais de gagner les élections pour en organiser de nouvelles qui soient libres et justes[15]. Fin 2020, les perspectives d'une alternance politique étaient incertaines, mais un retour durable au *statu quo ante* paraissait improbable.

En Géorgie et au Kirghizstan, ce sont aussi des scrutins qui ont suscité de fortes réactions populaires. En Géorgie, les élections législatives des 31 octobre et 21 novembre ont confirmé que le processus de démocratisation dans lequel le pays est engagé depuis plusieurs années reste ardu. La victoire du Rêve géorgien, le parti au pouvoir depuis 2012, a immédiatement été contestée par l'opposition, notamment conduite par Mikheil Saakachvili, l'ancien président en exil en Ukraine depuis 2013, que le président Zelensky a nommé en mai chef du comité exécutif du Conseil national de la réforme. Estimant illégitimes les résultats du premier tour, les partis d'opposition ont boycotté le second, puis refusé de siéger au Parlement. Fin 2020, les négociations entre les différentes parties avec la médiation des Etats-Unis et de l'Union européenne ne donnant aucun résultat, la situation était dans l'impasse.

A l'automne, le Kirghizstan était pour la troisième fois de son histoire postsoviétique en proie à une crise politique grave. C'est la seule des cinq Républiques d'Asie centrale à ne pas s'être dotée d'un régime politique autoritaire, et depuis 1991 sa trajectoire politique est singulière, marquée par des révolutions en 2005 et en 2010 qui ont entraîné la chute des présidents en place, et par une instabilité politique récurrente[16]. En 2020, dans ce pays

[14] Alexandra Goujon, Ioulia Shukan, « L'aveuglement du président biélorusse révèle sa profonde rupture avec la société qu'il prétend incarner », *Le Monde*, 19 août 2020 ; Olga Onuch, « Belarus rises : Four months and counting », *ZOIS Spotlight*, 46/20, 16 décembre 2020, **https://en.zois-berlin.de/publications/zois-spotlight-2020/belarus-rises-four-months-and-counting/?L=0**.

[15] Chatham House, *Belarussians views on the political crisis. Results of a survey conducted in the end of September 2020*, **https://drive.google.com/file/d/13fE7DljWNoNFIdsCZK9g5MmjW0VemlyW/view**, et **https://www.chathamhouse.org/2020/10/what-belarusians-think-about-their-countrys-crisis**.

[16] Catherine Poujol, « Les systèmes politiques en Asie centrale, vingt-huit ans après la fin de l'URSS », *in* Anne de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 247-248, **https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude.html**.[2]

d'une grande pauvreté, la crise, déclenchée par les résultats immédiatement contestés des élections législatives du 4 octobre et une fois de plus liée à la rivalité traditionnelle des élites du nord et du sud de l'Etat, a été avivée par les fortes tensions socioéconomiques provoquées par la pandémie de Covid-19. A l'appel de plusieurs partis politiques, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue, envahissant des bâtiments officiels et libèrant plusieurs leaders de l'opposition emprisonnés, dont Sadyr Japarov, le nouvel homme fort du régime. La pression populaire a provoqué la démission du Premier ministre et du président Jeenbekov, l'annulation des résultats du scrutin du 4 octobre et la convocation de nouvelles élections présidentielles le 10 janvier 2021[17].

En Russie aussi, la dégradation de la situation socioéconomique a contribué à l'émergence de contestations populaires. A Khabarovsk, l'arrestation le 9 juillet du gouverneur Fourgal a précipité dans la rue pendant plusieurs semaines des dizaines de milliers de personnes[18]. Les Russes sont déjà maintes fois descendus dans la rue. Au cours des deux dernières années, ils ont manifesté pour protester contre la construction d'une cathédrale à Ekaterinbourg et contre celle d'une usine de déchets à Shiyes dans la région d'Arkhangelsk, contre l'arrestation du journaliste Ivan Golunov, contre un projet minier au Bachkortostan... A Khabarovsk, si les manifestants soutenaient leur gouverneur, ils ont aussi exprimé leur colère et leurs frustrations face à un pouvoir central qu'ils rendent responsable de leurs difficultés[19].

Cette contestation n'émane pas d'opposants politiques, mais d'une société civile qui veut voir respecter ses droits fondamentaux. Elle devient très vite un mouvement politique qui met en cause l'autorité de Moscou. La faible réaction populaire à l'empoisonnement d'Alexeï Navalny questionne la réalité d'une société civile en Russie. Mais le fait que les Russes interrogés fin septembre par le Centre Levada aient été 33 % à estimer qu'il avait été « délibérément empoisonné », et qu'ils soient nombreux à porter un regard positif sur les contestations à Khabarovsk (en octobre, ils n'étaient que 14 % à en avoir une opinion négative) est révélateur de l'évolution des rapports gouvernants-gouvernés[20].

En Moldavie, un des cinq pays qualifiés par l'ONG Freedom House de « partiellement libre », les élections présidentielles du 15 novembre, remportées à une large majorité par Maia Sandu, leader d'un parti pro-européen, ont confirmé l'existence dans ce pays d'une société civile et d'une démocratie électorale. L'alternance est en effet le fruit d'une trajectoire sociopolitique tourmentée marquée ces dernières années par de spectaculaires affaires de corruption et par la main mise sur les structures de l'Etat de l'oligarque Vlad Plahotniuc.

[17] Mariusz Marszewski, Krzysztof Strachota, « Kyrgyzstan in the aftermath of revolution », *OSW Commentary*, n° 359, 29 octobre 2020.

[18] Voir les chapitres de Clémentine Fauconnier et Sergeï Guriev dans ce volume.

[19] Andrei Kolesnikov, « Protests in Russia : Between civil society and political opposition », Carnegie Moscow Center, 9 novembre 2020, **https://carnegie.ru/2020/11/09/protests-in-russia-between-civil-society-and-political-opposition-pub-83211** ; Andrei Kolesnikov, Denis Volkov, « Putin, unlimited ? Challenges to Russia's regime after the reset of presidential terms », Carnegie Moscow Center, 9 décembre 2020, **https://carnegie.ru/commentary/83413**.

[20] Enquêtes du Centre Levada publiées le 2 octobre et le 5 novembre 2020, **https://www.levada.ru/2020/10/02/aleksej-navalnyj-otnoshenie-i-otravlenie/** et **https://www.levada.ru/2020/11/05/protesty-v-habarovskom-krae-i-belarusi/**.

Le 15 novembre, les électeurs ont sanctionné le président Dodon auquel ils reprochaient de n'avoir pas su contenir la pandémie et d'avoir laissé la corruption se développer, plébiscitant l'ancienne Première ministre, porteuse d'un ambitieux programme de réforme de l'appareil de l'Etat, de lutte contre la corruption et contre la pauvreté, et de mise en place d'un Etat de droit.

Un moment charnière ?

Ces différents événements, qui conduisent à s'interroger sur la stratégie adoptée par la Russie, mettent en évidence deux phénomènes qui ne sont pas nouveaux, mais auxquels la pandémie a donné un nouvel élan : le poids des peuples ainsi que l'ouverture et la fragmentation de la région. Dans un contexte international lourd d'incertitudes, ces derniers contribuent, à des degrés pour l'heure difficiles à préciser, à la sortie du postsoviétisme.

Les révolutions qui ont éclaté au fil du temps en Ukraine, en Géorgie, au Kirghizstan et en Arménie, et les contestations qui se sont développées cette année dans plusieurs pays, ont toutes pour origine la détermination d'une partie de leurs populations à devenir acteurs de leur destin. Les événements de 2020 confirment la présence d'une volonté de rompre avec les régimes autoritaires, oligarchiques et corrompus adoptés par nombre des Etats issus de l'ex-URSS. A ce stade, leurs débouchés politiques sont incertains. Mais la répétition des mobilisations citoyennes dans un nombre croissant d'Etats de la région montrent que la résolution des peuples de vouloir prendre la place qu'ils estiment leur revenir est désormais une donnée de fond dans l'espace postsoviétique. La pandémie, qui a contribué au déclenchement des dernières en date de ces protestations, pourrait accélérer les évolutions en ce sens. Les défaillances des systèmes de santé, la baisse de l'activité économique, l'absence de système de protection sociale, la chute des transferts financiers opérés par ceux qui étaient partis travailler à l'étranger et se retrouvent sans emploi, etc., exacerbent en effet les frustrations et le mécontentement social. D'après les estimations faites en janvier 2021 par la Banque mondiale, les Etats de la région sont tous en récession, la crise frappant particulièrement durement le Kirghizstan et l'Arménie dont les PIB ont chuté en 2020 de 8 %, tandis que celui de la Moldavie dévissait de 7,2 %, celui de la Géorgie de 6 %, celui de l'Ukraine de 5,5 %, celui de la Russie de 4 %, celui de l'Azerbaïdjan de 5 %, celui du Kazakhstan de 2,5 % et celui du Bélarus de 1,6 %[21].

L'Eurasie n'est plus depuis longtemps l'espace unifié qu'elle semblait en 1991 vouée à continuer de former : les Etats issus de l'ex-URSS ont eu des trajectoires singulières, les positions de l'ancienne puissance impériale se sont érodées, les influences extérieures (Union européenne, Chine, Etats-Unis, ...) se sont multipliées, entraînant des réorientations des politiques de plusieurs de ces pays. Des fractures se sont produites, les plus graves

[21] Banque mondiale, « Perspectives économiques mondiales », janvier 2021, **https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects** ; Mikhail Denisenko, Vladimir Mukomel, « Labour migration during the corona crisis », *ECONS Economic Conversations*, 2 septembre 2020, **https://econs.online/en/articles/economics/labour-migration-during-the-corona-crisis/**.

étant celles provoquées en 2014 par l'annexion de la Crimée et l'intervention de la Russie dans le Donbass. La pandémie aurait pu susciter de nouvelles solidarités et recréer une unité ; cela n'a pas été le cas. Sa gestion a été avant tout nationale. L'aide médicale apportée par la Russie à certains de ses partenaires est restée limitée. Et les effets de sa diplomatie vaccinale sont pour le moment indistincts. Les événements de 2020 ont donné un nouvel élan au processus d'ouverture et de fragmentation de cet espace. Les concurrences qui s'étaient développées avaient jusque-là été économiques, politiques ou idéologiques, « pour la première fois, elles investissent le terrain militaire »[22]. A la faveur du conflit du Karabakh, la Turquie s'est imposée dans le Caucase du Sud : l'Azerbaïdjan, son partenaire de longue date, lui doit sa victoire militaire. Déjà présente dans les pays turcophones d'Asie centrale et dans une moindre mesure en Ukraine avec laquelle elle a noué des liens confortés en 2020, elle est ainsi devenue dans la région un acteur stratégique incontournable. Et grâce au corridor créé entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, elle bénéficie désormais d'une connexion territoriale avec le Caucase du Sud et l'Asie centrale. Dans le même temps, ce conflit a mis en évidence les limites de l'OTSC qui n'a pas apporté à l'Arménie, pourtant un de ses membres fondateurs, le soutien qu'elle attendait. Cette mise en retrait de l'alliance ne peut que conduire les Etats concernés à s'interroger sur son utilité.

Les évolutions du Bélarus sont elles aussi de nature à porter de nouveaux coups à la cohérence de la région. Un Bélarus démocratique serait davantage en phase avec les pays occidentaux qu'avec la Russie[23]. Après la rupture russo-ukrainienne, un Bélarus tourné vers l'Europe signifierait un sérieux affaiblissement de la dimension slave et orthodoxe de l'espace que la Russie considère comme sa zone d'influence naturelle, qui se trouverait repoussée vers l'Asie. D'ores et déjà, tout en continuant à porter un regard positif sur la Russie, les contestataires se sont tournés vers l'Union européenne dont Svetlana Tikhanovskaia, réfugiée en Lituanie, a demandé l'aide, et ils ont pris des distances avec certaines des positions russes, notamment sur la Crimée[24]. De plus, au sein de l'Eurasie, ces événements sont déjà à l'origine de nouvelles solidarités : dans le bras de fer qui oppose Alexandre Loukachenko à son peuple, Kiev a pris parti pour le second. Ces solidarités, qui s'ajoutent à celles existant entre les trois Etats qui ont signé un accord d'association avec l'UE (Ukraine, Moldavie, Géorgie), confirment l'élargissement face à la Russie d'un pôle d'attraction formé des Etats en voie ou en quête de démocratisation.

Confrontée à ces événements qui impliquent trois de ses alliés les plus proches (Bélarus, Arménie, Kirghizstan), la Russie s'est montrée prudente. Au Bélarus, elle a adopté une attitude très différente de celle qu'elle a eue en Ukraine en 2013-2014 : elle n'est pas intervenue militairement, a tenu un discours qui n'a pas la violence de celui qu'elle tient

[22] Bayram Balci, « La Russie et le conflit du Karabakh : Moscou est-il toujours le maître des horloges ? », site du CERI, 18 novembre 2020, **https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03021240**.

[23] Felix Krawatzek, « Young Belarusians are turning away from Russia and looking towards Europe », *The Conversation*, 3 septembre 2020, **https://theconversation.com/young-belarusians-are-turning-away-from-russia-and-looking-towards-europe-145562**.

[24] Andreas Umland, « What happens to Belarus after Lukashenka falls ? » *The Lithuania Tribune*, 12 septembre 2020.

Carte 5
L'Eurasie

depuis 2014 à l'égard de Kiev et a apporté un soutien qu'elle n'a pas voulu ostensible à Alexandre Loukachenko. Au Kirghizstan, elle semble avoir cherché à faire baisser les tensions. Au Karabakh, elle s'est posée en médiatrice entre les belligérants et ne s'est pas opposée frontalement à Ankara. Cette modération correspond-elle à un changement de stratégie ? Echaudée par les répercussions de sa politique en Ukraine, consciente de sa perte d'influence en Eurasie et disposant de moindres moyens économiques et financiers à mettre au service de sa politique étrangère, la Russie a-t-elle renoncé à ses ambitions de conserver une sphère « d'intérêts privilégiés » dans l'ex-URSS ? Pour reprendre l'expression du politiste Jeffrey Mankoff, il paraît « prématuré » de répondre à cette question par l'affirmative[25]. En Ukraine, Etat pivot de l'Eurasie, le Kremlin n'a pas infléchi sa politique, il refuse toujours toute concession, notamment en Crimée et dans le Donbass.

Son attitude ces derniers mois suggère néanmoins un souci de tenir davantage compte des risques encourus. Au Bélarus, sa politique découle des limites de sa marge de manœuvre. Les relations entre les deux Etats étant depuis longtemps conflictuelles, ce qu'Olga Belova souligne dans ce volume, il sait que si Alexandre Loukachenko parvient à stabiliser son pouvoir, il peut redevenir le partenaire difficile qu'il a toujours été. Le soutenir risque par ailleurs de susciter la colère d'une population qui lui est acquise et de l'encourager à se tourner vers l'Union européenne et les Etats-Unis. Mais ne pas le soutenir signifie laisser

[25] Jeffrey Mankoff, « A kinder, gentler bear ? Why rumors of Russias's post-Soviet retreat are premature ? », CSIS, *Commentary*, 17 décembre 2020, **https://www.csis.org/analysis/kinder-gentler-bear-why-rumors-russias-post-soviet-retreat-are-premature** ; sur ce débat, voir aussi Dmitri Trenin, « Moscow's new rules », Carnegie Moscow Center, 12 novembre 2020, **https://carnegie.ru/commentary/83208**.

aller à son terme un processus conduisant à un changement de régime qui se ferait sous la pression populaire, ce qui, à ses yeux, pourrait avoir de lourdes conséquences dans d'autres pays de l'Eurasie, y compris en Russie. La révolte bélarusse, qui met en évidence le danger que court un dirigeant qui ne tient pas compte de l'évolution de la société et s'accroche au pouvoir, est un signal envoyé à Vladimir Poutine. L'intérêt porté par les Russes à ces événements et à ceux de Khabarovsk en est un autre qui va dans le même sens. Dans ce contexte, gagner du temps en recherchant un compromis est une solution pragmatique qui relève non pas tant d'un changement d'objectif que d'un souci de définir une stratégie qui tienne davantage compte des risques encourus et du coût des décisions prises.

On retrouve le même souci dans l'attitude de la Russie au Karabakh. Prendre fait et cause pour son allié arménien risquait d'entraîner une rupture avec l'Azerbaïdjan. S'opposer à la Turquie, de compliquer, voire de mettre fin au très utile processus de rapprochement opéré ces dernières années par Moscou avec Ankara dans un cadre fortement marqué par les prises de distance de l'un et de l'autre avec les pays occidentaux. Si elle ne signifie pas un renoncement de la Russie à ses ambitions, la stratégie adoptée contribue néanmoins à la redéfinition en cours des équilibres internationaux au sein de l'Eurasie[26].

[26] Alexander Baunov, « The context for the post-pandemic world », *in* Dmitri Trenin, Eugene Rumer, Andrew Weiss (dir.), *Steady State : Russian foreign policy after coronavirus*, Carnegie Moscow Center, 8 juillet 2020, **https://carnegie.ru/2020/07/08/steady-state-russian-foreign-policy-after-coronavirus-pub-81890**.

Pour citer ce chapitre : Anne de Tinguy, « Le moment Covid-19 : vers une accélération des redéfinitions en Eurasie ? », *in* A. de Tinguy, *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 254-255, février 2021 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].